

## les adhérents du Comité 21 en direct de Copenhague

Pendant cette quinzaine, le Comité 21 a souhaité relayer les initiatives de ses adhérents en direct de Copenhague : billet d'humeur, vidéo, bulletin d'information, article de presse, blog ... N'hésitez pas à nous faire part de vos initiatives !



### Exclusivité - groupe La Poste

**L'UPU (Union postale universelle) étudie la mise en place d'un dispositif de compensation des émissions de CO<sub>2</sub> pour le secteur postal**

D'après une étude de l'Union postale universelle, les 191 postes membres émettent 26 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année. Beaucoup de ces postes ont recours à des pratiques vertes en ce qui concerne le mode de déplacement de leurs facteurs (à pied, bicyclette...). Le groupe La Poste emploie 28 000 facteurs cyclistes pour remettre le courrier, en France. À la veille d'un accord sur le climat à Copenhague, le secteur postal est déterminé à s'impliquer plus encore dans la lutte contre le changement climatique.

Lors du dernier Conseil d'administration de l'UPU, le groupe de projet développement durable, présidé par la France depuis 2004, a proposé d'étudier la faisabilité de la mise en œuvre d'un dispositif de compensation des émissions de CO<sub>2</sub> pour le secteur postal.

L'objectif de ce projet est double : réduire les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur postal, notamment celles émises par les transports et les bâtiments, en proposant un dispositif de compensation accessible à l'ensemble des opérateurs postaux et mutualiser les coûts en évitant les démarches de compensation isolées. Ce dispositif, fondé sur le volontariat, permettrait ainsi aux postes du monde de lutter collectivement et d'un même pied contre le changement climatique.

Les postes participantes au projet disposeraient alors d'un moyen de compenser leurs émissions de CO<sub>2</sub> (en complément des actions de réduction qu'elles ont pour certaines déjà mises en place au niveau national) via le financement de projets liés à la lutte contre le changement climatique, principalement dans les pays en développement ou émergents, voire d'accompagner des postes de ces mêmes pays dans la mise en place de leur démarche de développement durable.

Le secteur postal, en se positionnant collectivement comme acteur proactif en matière de lutte contre le changement climatique, serait ainsi le premier secteur d'activité dans le monde à décliner les outils de compensation existants (en allant plus loin que l'achat de crédits carbone). En intégrant dans le projet l'ensemble des membres de l'UPU quelle que soit leur maturité sur le sujet, il instaurerait une véritable dynamique de « solidarité climatique » au sein du secteur postal.

Pour étudier la faisabilité de ce projet, le groupe de projet développement durable a proposé la création d'un sous-groupe de travail, composé de 10 pays membres volontaires, 5 représentants des pays développés, 5 des pays en développement ou émergent. La Grande-Bretagne devrait prendre la présidence de ce sous-groupe. Si tout se passe bien, la mise en place du dispositif pourrait concrètement voir le jour avant fin 2010.

Edouard Dayan, directeur général de l'UPU, présentera l'étude de la mise en place d'un dispositif de compensation carbone, le 16 décembre, à Copenhague en présence de Ban Ki Moon, secrétaire général des Nations unies.

Contact : Rhéal LeBlanc, UPU - [rheal.leblanc@upu.int](mailto:rheal.leblanc@upu.int)



**Jean-Paul Huchon**

**président du Conseil régional d'Ile de France**

## **Sommet de Copenhague : pour un rôle renforcé des collectivités locales et plus de coopération avec les pays en développement**

Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France, président de Metropolis, l'association des métropoles mondiales, est présent au sommet de Copenhague les 14 et 15 décembre. Il y rencontrera, entre autres, le président Greg Nickels (à l'origine du US Mayors Climate Agreement), Al Gore, Yann Arthus Bertrand, Arnold Schwarzenegger, Michael Bloomberg ou encore Ban Ki Moon afin d'échanger sur le rôle des collectivités dans la lutte contre le réchauffement climatique.

### **Renforcer le rôle des collectivités**

Dans le cadre du sommet de Copenhague, les collectivités locales, à commencer par les Régions, souhaitent affirmer leur rôle dans les négociations entre Etats sur le climat.

Car la lutte contre le réchauffement de la planète n'est pas seulement une affaire d'Etats. C'est aussi et surtout l'affaire des territoires. L'Appel de Belfort, signé par 270 régions membres de l'Assemblée des Régions d'Europe, et que Jean-Paul Huchon a signé pour l'Ile-de-France, ne dit pas autre chose : les Régions constituent l'échelon de mise en œuvre de 50 à 70 % des mesures environnementales, à travers leurs projets dans le domaine de l'environnement, des transports, de la recherche et de l'innovation, du logement ou de l'aménagement du territoire.

L'Ile-de-France, première éco-région d'Europe, consacre un budget annuel de près de 1,7 milliard d'euros. Outre un budget d'un milliard d'euros pour les transports et un Plan de mobilisation pour les transports de plus de 19 milliards d'euros investis d'ici 2020, la Région a une politique volontariste pour l'environnement (aides aux particuliers pour les énergies renouvelables, Plans déchets, Plan climat territorial, Plan pour la qualité de l'air...), pour ses lycées (lycées Kyoto, HQE, chantiers propres, emplois de thermiciens...) et pour les éco-activités qui représentent 112 000 emplois en Ile-de-France.

Jean-Paul Huchon plaidera, lors des tables rondes du Climate Group du 15 décembre, pour que l'échelon territorial soit reconnu comme le plus pertinent dans la lutte contre le changement climatique à l'échelle internationale.

### **Plus de coopération avec les pays en développement**

A l'heure où les pays en voie de développement émettent autant de gaz à effet de serre que les pays industrialisés, le deuxième objectif de Jean Paul Huchon à Copenhague sera de défendre l'idée qu'il faut renforcer les aides des pays dits riches vers ces pays. Car il est nécessaire d'inventer un nouveau modèle de développement et de solidarité internationale.

Un millième du budget transport de la région Ile-de-France est aujourd'hui consacré à des projets de transport dans des pays en voie de développement qui ont signé des accords de coopération avec l'Ile-de-France. Elle a par ailleurs soutenu des projets de valorisation des déchets au Mali, un programme d'assainissement au Madagascar, un projet de tri sélectif à Hanoï...Chacune des 12 coopérations décentralisées que la Région accompagne ont un volet développement durable.

**Président de Metropolis, Jean-Paul Huchon appellera à plus de solidarité avec le Sud et devrait prochainement annoncer de nouvelles mesures en ce sens dans le cadre des actuelles coopérations internationales de la Région.**

Jean-Paul HUCHON, déjà signataire de l'appel *Ultimatum Climatique* et *Seal the Deal*, a signé en octobre dernier **deux chartes qui vont dans le sens de ces deux idées fortes défendues à Copenhague : avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)\*, et avec le Climate Group\*\*.**

**\*Signature avec le Climate Group**, une ONG qui rassemble de grandes collectivités, comme l'Etat de Californie et la province du Québec, la Catalogne, la Rhénanie du Nord-Westphalie, et de grandes entreprises internationales, comme HSBC, IBM ou Google, qui ont toutes pour objectifs de réduire les émissions mondiales et accélérer une économie à faible carbone.

**\*\*Signature avec le PNUD** : le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement et le FNUE (E pour environnement) ont signé en 2008 un accord de partenariat avec 8 grands réseaux de collectivités dans le monde. D'ici à 5 ans (2008-2013), **l'objectif de cet accord est de sensibiliser 500 régions** aux enjeux et outils de la lutte contre le dérèglement climatique, et de favoriser la mise en place **de plans climatiques territoriaux dans 50 régions**. A l'initiative de l'association des régions d'Europe (ARE), la Région Ile-de-France a signé une lettre d'intention pour un projet de partenariat avec le PNUD intitulé « Vers des territoires moins émetteurs de gaz à effets de serre et plus résistants face au changement climatique », permettant de renforcer les capacités des régions des pays en développement et émergents à mettre en œuvre des plans climats territoriaux. L'Ile-de-France pourrait ainsi soutenir une Région d'un pays en développement partenaire du programme des Nations Unies. C'est pour Jean-Paul Huchon, « une reconnaissance de notre expertise et de notre engagement dans le domaine environnemental. Tout comme c'est un devoir pour nous d'aider une région d'un pays en développement, plus vulnérable à la dégradation de l'environnement. »



**Benoît Faraco,**  
**coordinateur changements climatiques et énergie**  
**Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme**

**lundi, 14 décembre 2009**

### **L'Afrique à deux doigts de claquer la porte !**

La longue queue des participants devant le Bella Center n'en finit pas de s'allonger. Participants, négociateurs, ONG, médias, tout se passe dans le calme, mais attendre dans le froid n'est pas du goût de tout le monde, surtout des délégués qui sont attendus en réunion.

Les téléphones sonnent dans tous les sens dans la queue. Après un week-end de discussions informelles entre les ministres de l'environnement, les tensions sont palpables. L'inconnue du jour est de savoir si les négociations vont vraiment pouvoir démarrer aujourd'hui.

Du côté des mécontents, les Africains et les petits Etats insulaires, la pression monte. Ces pays ont essayé toute la semaine dernière de pouvoir discuter de la substance, sans succès. Aujourd'hui, on s'attend à une montée en puissance de ces groupes, qui risquent fort de demander des suspensions de séance si le niveau d'ambition ne monte pas. Au cœur du problème : les réductions d'émissions dans les pays industrialisés, les financements et la nature juridiquement contraignante de l'accord de Copenhague. Pour l'instant, les pays les plus pauvres n'ont pas de garanties sur ces points. L'Afrique est en colère, car elle a le sentiment que certains pays cherchent à tuer le Protocole de Kyoto.

Ce matin, les rencontres informelles ont été tendues, même si on note quelques progrès sur les finances. Mais c'est sur la mise en œuvre de ces financements que les difficultés apparaissent. Les pays industrialisés sont très exigeants sur le contrôle des politiques que vont mener les bénéficiaires de ces fonds. Si celui-ci est nécessaire, le niveau très élevé demandé par certains Européens et les Etats-Unis semble en fait cacher de la mauvaise volonté sur les montants financiers que ces pays souhaitent apporter. Quoi de plus facile en effet que de dire que les conditions de mise en œuvre ne sont pas réunies, pour éviter de financer la lutte contre le changement climatique ?

Le groupe Afrique est donc à deux doigts de claquer la porte (à suivre).

**Samedi 12 décembre 2009**

### **La bonne nouvelle du jour**

Financement. Lors du sommet de Bruxelles réunissant les chefs d'états Européens, l'UE s'est mise d'accord pour annoncer 2,4 milliards d'euros de financements précoces. Ce financement sera destiné à mettre en œuvre la préparation de Copenhague entre 2010 et 2012, au moment où les nouveaux accords entreraient en vigueur. Avec cette avancée qui représente 400 millions d'euros par an de contribution de la France, les négociateurs européens ont fait une partie de leur travail. Il leur reste maintenant à avancer sur le véritable gros dossier concernant le financement, celui des 100 à 200 milliards d'Euros nécessaires par an entre 2012 et 2030, pour mettre en œuvre les accords de Copenhague. Sur ce sujet, l'Europe reste muette, ce qui est dommage. Gordon Brown et Nicolas Sarkozy ont cependant fait une déclaration commune en marge du sommet, en affirmant leur ambition commune de travailler à la mise en place d'un financement innovant. C'est une des premières fois que les chefs d'Etats s'engagent sur trois propositions :

- une taxe sur le transport aérien et maritime,
- une taxe sur les transactions financières internationales,
- la mise aux enchères de quotas d'émissions pour les pays industrialisés.



Ces bonnes nouvelles sont cependant à prendre avec d'énormes précautions. Car ce qui compte, c'est ce qui est dans les textes de Copenhague. Or pour l'instant, toutes ces options n'y figurent pas. On attend donc de Nicolas Sarkozy et de Gordon Brown qu'ils arrivent à Copenhague avec des propositions concrètes, et non pas uniquement des déclarations d'intentions.

### **La mauvaise nouvelle du jour**



Mauvaises rumeurs concernant l'objectif de réduction des émissions européennes. En effet, vu le peu d'avancées et le niveau très faible d'engagement de certains États comme le Canada et les Etats-Unis, l'UE semble hésiter à s'engager sur la voie d'une réduction de 30% de ses émissions. Au lieu d'être leader, l'UE s'alignerait sur les Américains, et donc sur un moins-disant environnemental. Pour l'ensemble des négociateurs ici, ce serait incompréhensible que l'UE renonce à son objectif de 30%. Il est donc temps que les grands pays européens et leurs dirigeants, ainsi que la Commission Européenne et José Manuel Barroso, affirment que l'UE va réduire de 30% ses émissions. Si elle y renonce, c'est qu'elle renonce en même temps à limiter le réchauffement en dessous de 2°C

### **Les offs de Copenhague**

Samedi soir, après la manif, c'est l'occasion de faire le point sur les négociations à l'occasion de la fameuse "NGO party", traditionnellement organisée par les ONG à la mi-temps des négociations.

### **Profitons-en pour un petit bilan de la semaine :**

#### 1 L'objectif de réduction des émissions à horizon 2050

*Ce que dit la science* : Il faut diviser au moins par 2 les émissions mondiales d'ici à 2050. Certains scientifiques estiment qu'il faut viser une division par 3.

*La négociation* : Ce point est discuté, mais fait l'objet d'un relatif consensus entre les Etats, afin de rester en dessous de 2°C. Il devrait faire partie de l'accord global.

#### 2 Les points de passage pour les pays industrialisés en 2020 et en 2030

*Ce que dit la science* : Les émissions dans les pays industrialisés doivent se situer entre 25% et 40% en dessous des niveaux de 1990 en 2020.

*La négociation* : Pour l'instant on est loin de cet objectif, puisque la somme des engagements pris se situe entre 10% et 15% de réduction des émissions. L'UE prévoit une réduction entre 20% et 30%, les Etats-Unis de 4%, le Japon de 25%, et le Canada n'a pas d'objectif de réduction de ses émissions. Un débat important s'est ouvert en Europe. Pour être en phase avec les Etats-Unis, l'UE qui a réaffirmé s'engager sur du 30% de réduction de ses émissions en cas d'accord à Copenhague, pourrait revoir ses émissions à la baisse. Ce serait catastrophique, car s'aligner sur le moins-disant garantirait l'échec de Copenhague. Il faut que l'UE soit ferme sur son engagement de réduction de 30%, et que le niveau d'engagement des Etats-Unis soit augmenté. Une solution serait de prendre aussi des engagements à 2030 : 50% pour l'Europe – 35% à 40% pour les Etats Unis.

## Le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays du Sud

Il y a deux sujets pour les financements :

. Les financements précoces : l'accord de Copenhague n'entrera en vigueur qu'en 2013. Dans l'intervalle, il est nécessaire de financer la préparation de sa mise en œuvre.

*Ce que disent les économistes* : Il faudrait au moins 10 à 15 milliards de dollars par an.

*La négociation* : l'UE a annoncé hier qu'elle débloquerait 2,4 milliards de dollars par an sur 3 ans (400 millions d'euros pour la France). C'est en phase avec les besoins, même si c'est dans la fourchette basse. Mais bon nombre d'entre nous pense que cela sert de prétexte pour ne pas parler des financements de long terme. Dans le même sens, les USA se sont engagés à financer les actions précoces pour un montant d'environ 1,3 milliards de dollars.

. Le financement de long terme : estimé entre 100 et 200 milliards de dollars par an, il se compose à la fois d'investissements privés qu'il faut orienter par le marché du carbone, et de soutien public, estimé à environ 60 milliards de dollars au minimum.

*Ce que disent les économistes* : il y a besoin d'un soutien public pour amorcer la pompe, et faire basculer le monde dans une transition énergétique et climatique. Plusieurs pistes existent pour financer cela, comme une taxe sur l'aviation internationale et le transport maritime, une taxe sur les transactions financières internationales (taxe tobin), ou encore la mise aux enchères des quotas d'émissions.

*La négociation* : hormis la déclaration conjointe de Brown et Sarkozy, cette question n'a pas progressé à Copenhague. Nous devons pousser pour que des financements conséquents permettent d'aider les pays les plus vulnérables. Il faut notamment soutenir les taxes sur les transactions et le transport international.



## La lutte contre la déforestation.

*Ce que dit la science* : il faut réduire massivement la déforestation, la diviser par 2 d'ici à 2020, et la stopper en 2030. Pour cela, il faut mettre en place des financements spécifiques pour inciter les pays forestiers à protéger la forêt plutôt que de la couper.

*La négociation* : à part l'UE, de nombreux pays s'opposent à définir un objectif de lutte contre la déforestation. La France et l'Angleterre retiennent elles l'objectif proposé par les scientifiques, et proposent de consacrer 20% des financements de Copenhague à la lutte contre la

déforestation. Cela va dans le bon sens, mais mérite d'être renforcé, pour que ces chiffres soient retenus.

## **Ma soirée**

Suite à notre demande, Jean Louis Borloo nous reçoit dimanche soir à l'ambassade de France à Copenhague, avec les ONG francophones africaines. Le réseau Climat Développement, piloté par le RAC-F et **ENDA** et soutenu par la Fondation, travaille depuis trois ans au renforcement des capacités des négociateurs pour mieux faire entendre la voix des pays africains, et proposer des solutions permettant à la fois de lutter contre la pauvreté et contre le changement climatique. Cela a été l'occasion pour les représentants du réseau de préciser leurs attentes auprès du Ministre français. Les membres du réseau ont demandé à la France et à l'UE de réaffirmer leur engagement en faveur d'une réduction de 30% des émissions européennes, de s'engager publiquement pour des financements automatiques, additionnels aux engagements de l'aide publique au développement, et prévisible, afin d'accompagner l'Afrique vers un développement sobre en carbone. Leur message semble avoir été entendu, puisque le Ministre d'Etat a réaffirmé son engagement à ce que Copenhague débloque 30 milliards de dollars par an de financement public et additionnel. Par contre, l'inquiétude sur la position européenne sur la réduction des émissions n'est pas levée, dans la mesure où certains pays semblent faire obstacle. La France pourra-t-elle montrer l'exemple ? C'est ce que demandent les ONG.

**Retrouvez la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme à Copenhague :**

[Blog quotidien de Benoît Faraco sur le site du nouvel obs](#)

[Site de la Fondation Nicolas Hulot sur le Copenhague](#)



**Marion Verles**

**Chef de projet Nexus, Carbone For Development, une alliance d'ONG réunies autour du « carbone social », initiée par le GERES**

**Samedi 12 décembre 2008**

## **Copenhague : un accord impossible ?**

**Cette fin de semaine s'achève sur un sentiment mêlé. Si de bonnes nouvelles ont relancé les négociations, l'étendue du travail à accomplir en moins d'une semaine fait peser le doute sur la conclusion d'un accord global et contraignant à Copenhague.**

### **Deux annonces positives de la France et de l'Europe relancent les négociations**

Tous les soirs à 18h, les ONG représentées à Copenhague décernent le prix du « fossile du jour » aux trois Etats qui freinent le plus les négociations. Très rarement, les ONG récompensent un Etat pour ses engagements positifs et ambitieux. Ce fût le cas hier de la France qui a reçu la plus haute récompense pour son engagement en faveur des recommandations proposées par les ONG sur la comptabilisation des crédits issus de projets forestiers (voir article du jeudi 10 décembre).

L'autre bonne nouvelle est arrivée aujourd'hui de Bruxelles. Les chefs d'Etat européens se sont engagés à apporter 2,4 milliards d'euros par an sur 3 ans (soit 7,2 milliards d'euros sur la période 2010-2012) dans le cadre de l'aide à lutte contre les changements climatiques et à l'adaptation en faveur des pays en développement. Pendant la réunion, le président français Nicolas Sarkozy a appuyé la proposition du ministre de l'environnement Jean Louis Borloo de réduire de 30% les émissions françaises d'ici 2020. Toutefois, la bonne volonté française n'a pas trouvé d'écho auprès des autres chefs d'états européens.

### **Les engagements de réduction des pays en développement font débat**

La journée a aussi été marquée par la publication d'un texte de 7 pages reprenant les éléments essentiels des négociations et qui servira de base de discussion aux ministres attendus la semaine prochaine. Le texte reprend les recommandations scientifiques en engageant les pays développés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25% à 40% d'ici à 2020 dans le but de maintenir le réchauffement climatique sous les 1,5°C ou 2°C. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il est impératif que les pays développés revoient leurs copies et proposent de nouveaux chiffres la semaine prochaine.

Sur la table des négociations, les engagements de réduction des pays en développement font débat. Le texte propose un objectif de 15% à 30% d'ici 2020 très mal perçu par le G77+Chine qui rassemble 130 pays pauvres.

La première semaine de négociations s'achève ainsi en mi-teinte. Si des avancées positives sont à noter, il reste encore beaucoup à faire et peu de temps. L'Europe s'étant prononcée aujourd'hui pour la signature d'un traité légalement contraignant avant le mois de Juin 2010, il est peu probable qu'un accord global contraignant voit le jour à Copenhague.

**Pour en savoir plus :** <http://cop15.geres.eu/>

**Samedi 12 décembre**

## **La négociation s'essouffle : avis de tempête au sein du G77 ?**

Dans les discussions sur le climat, les pays du Sud s'expriment dans le cadre du groupe G77 + Chine qui réunit 130 pays. Ce format permet d'opposer un front large et plus fort face aux pays développés pour leur demander d'exercer leur responsabilité historique en matière de changement climatique. Mais depuis mercredi 9 décembre, des dissensions au sein de ce groupe sont visibles. Les intérêts respectifs, notamment des pays les moins avancés d'une part et des pays émergents d'autre part, sont de plus en plus difficiles à défendre d'une seule voix. L'expression de ces divergences est visible dans les trois propositions d'accord différentes qui ont été présentées par l'Aosis (Alliance des petits Etats insulaires), le groupe Basics (les grands pays émergents) et le groupe des pays africains en réponse au texte danois. De plus, certains pays du groupe G77 + Chine sont également représentés au sein d'autres groupes de négociation, dont la configuration est plus ou moins homogène.

### **Zoom sur des intérêts contradictoires**

Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ont besoin d'un accord contraignant contenant des objectifs ambitieux de réduction des émissions fixés par les pays riches. Ils attendent aussi des engagements significatifs de la part des pays émergents, dont les émissions sont en forte croissance - ce à quoi s'opposent évidemment l'Inde et la Chine. En termes d'adaptation et de transfert de technologies, leurs besoins sont également très différents (notamment des besoins de la Chine). De plus, les mécanismes de financement qui ont jusqu'à présent bénéficié essentiellement aux pays émergents doivent être repensés afin que les pays les moins avancés puissent y avoir accès.

### **Le front des petits Etats insulaires**

L'Aosis a montré cette semaine sa cohésion et sa détermination. Les Etats insulaires, menacés directement par la montée du niveau des océans, sont parvenus à peser dans les négociations bien au-delà de leur poids géopolitique habituel au sein des Nations unies. Parmi eux, Tuvalu (28km<sup>2</sup> pour 10 000 habitants), a notamment remis sur la table la question de la forme légale de l'accord final et tenu bon malgré les fortes pressions de la Chine et de l'Inde, occasionnant, à plusieurs reprises, des suspensions de séances.

### **Quelle représentation des pays africains ?**

Le système de représentation des pays africains est plus complexe. Certains sont présents dans trois groupes : le G77 + Chine, présidé par le Soudan, les PMA, présidé par le Lesotho, et le groupe Afrique, présidé par l'Algérie. Concernant la proposition de Tuvalu, on a pu assister à la division de ces pays, notamment entre les producteurs de pétrole et les autres pays africains. Le changement climatique constitue un enjeu Nord-Sud primordial du fait de la responsabilité historique des pays industrialisés envers les autres pays. Toutefois, la signature d'un accord équitable et ambitieux passe aujourd'hui aussi par une meilleure prise en compte de situations très diverses au sein des pays du Sud, avec un soutien différencié notamment entre les pays émergents et les pays les moins avancés.

### **Bulletin ci-joint**



### **Good Planet reçoit Wangari Maathai**

**Lundi 14 décembre**

GoodPlanet reçoit au Danish Film Institute à Copenhague Wangari Maathai, prix Nobel de la paix en 2004, à 17 heures. La discussion sera précédée de la projection du film "Taking Root", film retraçant sa vie, en présence d'Alan Dater le co-réalisateur.

**Pour regarder en direct :** <http://www.goodplanet.org/copenhagen>



**Association des maires de grandes villes de France (AMGVF)**

**vendredi 9 décembre**

## **Une large mobilisation des élus français à Copenhague**

Une délégation de 65 élus locaux français (grandes villes et leurs agglomérations, départements, régions\*) s'est rendue ce jour au sommet de Copenhague dans le cadre d'une journée d'engagement intitulée « les collectivités locales françaises mobilisées face aux défis du changement climatique ». L'occasion pour les élus français de faire reconnaître leur rôle dans l'adaptation au changement climatique et de peser dans les négociations internationales.

Au cours d'un point presse auquel ont notamment participé Michel Destot, Président de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), député-Maire de Grenoble et Louis Le PENSEC, Président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, les élus ont appelé de leurs vœux la signature d'un accord ambitieux sur le changement climatique à Copenhague. Ils demandent que cet accord mentionne explicitement le rôle et l'action des pouvoirs locaux et régionaux : « 70 % des mesures à mettre en œuvre pour parvenir à une baisse significative des émissions de CO2 relèvent des politiques locales, (transport, habitat, déchets, eau...) » précise Michel Destot. A ce titre, les élus ont reçu le soutien de Brice Lalonde, ambassadeur français chargé des négociations sur le changement climatique.

Les élus français proposent que soit organisée aux niveaux national et européen une large concertation entre toutes les parties prenantes, dont les pouvoirs locaux et régionaux, afin de décider des moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux « accords » de Copenhague.

*\* Alençon, Angers, Argentan, Bordeaux, Caen, Cherbourg, Dunkerque, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Département de L'Aveyron, Régions de Basse Normandie, Rhône-Alpes et Centre.*

**Pour en savoir plus :** <http://www.grandesvilles.org/spip.php?rubrique40>



**Comité 21**  
132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France  
Tél. 01 55 34 75 21 - Fax 01 55 34 75 20  
[comite21@comite21.org](mailto:comite21@comite21.org)  
[www.comite21.org](http://www.comite21.org)  
[www.agenda21france.org](http://www.agenda21france.org)